



FEDERATION CONFEDEREE FORCE OUVRIERE DE LA METALLURGIE

9 rue Baudoin – 75013 PARIS

tél. 01 53 94 54 00 - fax. 01 45 83 78 87

www.fo-metaux.org - contact@fo-metaux.fr

PRESSE - INFORMATION

CCE Extraordinaire PSA Peugeot Citroën Mercredi 25 juillet 2012

La Fédération FO de la Métallurgie est présente ce matin devant le siège parisien de PSA Peugeot Citroën, avenue de la Grande Armée, afin de soutenir ses syndicats et les salariés face aux mesures injustes annoncées par la Direction du Groupe.

En effet, le projet de réorganisation examiné ce matin en CCE intervient en conséquence d'erreurs stratégiques du Groupe accumulées depuis de nombreuses années, dont les salariés ne sont pas responsables.

A ce titre, vous trouverez ci-après la déclaration de FO au CCE de ce matin.

Paris, le 25 juillet 2012

Contact :

Jean-Yves SABOT, Secrétaire Fédéral, 06 82 66 64 63

Christian LAFAYE, Délégué Syndical Central PSA Peugeot Citroën, 06 08 21 82 00



COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE PCA

extraordinaire du 25 juillet 2012

DÉCLARATION **FO**

La forte chute du marché européen qui est passé de 18 millions de VN avant la crise à 14 millions aujourd'hui, pénalise particulièrement notre Groupe qui a toujours tenu à maintenir en France une part importante de son dispositif industriel et de ses emplois. De fait, il fabriquait encore en 2011, dans l'hexagone, près de 40 % de ses véhicules et 95 % de ses moteurs et boîtes de vitesses.

Cependant, la crise n'explique pas tout. Notre Groupe a accumulé dans le temps une série de décisions stratégiques, comme **FO** a pu le dénoncer dès 2007, qui s'avèrent aujourd'hui lourdes de conséquences.

FO n'avait pourtant pas manqué de relever et de dénoncer ces erreurs auprès de la Direction, vainement.

Nous citerons pêle-mêle, tant elles sont nombreuses, le projet Canton étudié dans les écoles de commerce (sur ce qu'il ne faut pas faire), l'Inde où nous venons d'essayer un nouveau revers, les PECO dont nous nous retirions dans les années 90 pendant que notre concurrent allemand s'y installait massivement et que notre Groupe décidait d'y revenir tardivement et dans les bassins d'emplois les plus chers, le Brésil dont le projet était dès l'origine mal « ficelé ».

En termes de produits, notre Groupe a beaucoup trop tardé à développer des 4X4, des véhicules tricorps (plus de 25 % du marché mondial), des climatisations pays chauds, des BVA (Boîte de Vitesse Automatique) dignes de l'export.

Autre déconvenue, le programme 2011 de recrutement de 4.000 CDI en France, dont 1.600 cadres, qui s'est soldé à peine six mois plus tard par le constat d'un sureffectif nécessitant l'activation du chapitre III de l'accord GPEC.

En l'espèce, **FO** rappelle qu'un nombre important de gros salaires en mesure de faire valoir leur droit au départ en retraite devraient être approchés par la Direction pour soulager le Groupe de plusieurs centaines de Millions € par an.

FO a suffisamment évoqué tout cela au fil des différents CCE pour ne pas avoir à en rappeler ici la liste exhaustive et l'impact financier.

Pour **FO**, ce qui importe maintenant c'est de régler l'addition et de faire table rase du passé pour repartir sur des fondations assainies (100.000 salariés concerné pour le groupe PSA France).

Précisons que pour **FO**, le Groupe ne sera pas considéré assaini faute de retrouver une trésorerie conséquente.

Nous n'invoquerons pas les 10 milliards de trésorerie du Groupe qui ne représentent pas plus d'une quinzaine de mois de frais de personnel. **FO** sait par ailleurs qu'une éventuelle relance de l'Iran ne serait que d'un maigre secours.

Alors, qui règlera l'addition ?

- Certainement pas ceux qui, généreusement rémunérés au cours de leur carrière, ont largement contribué à ces prises d'orientations catastrophiques et se sont maintenant retirés dans une retraite dorée.
- Certainement pas ceux qui, encore en exercice, ont pu jouer avec l'entreprise et entretenir une certaine gabegie alors qu'ils détruisaient parfois leur propre bien.
- Certainement pas les cadres supérieurs, trop peu nombreux pour participer significativement au redressement financier de l'entreprise.
- Quant aux ouvriers, TAM et cadres moyens, n'ont-ils pas déjà suffisamment contribué ?
- Et l'Etat ? Rappelons d'une part le prêt empoisonné de 3 milliards € qui nous a coûté plus de 300 Millions € en frais financiers alors que le Groupe n'en avait pas techniquement besoin et d'autre part, l'attitude de l'Etat qui a laissé faire Renault dans sa stratégie de délocalisation.
- Quant aux actionnaires, leurs liquidités ne sauraient couvrir les milliards nécessaires au redressement de l'entreprise. **FO** s'interroge par ailleurs sur la position de GM dans l'Alliance (sachant qu'il a déjà perdu plus de 100 Millions €).
- Reste l'hypothèse d'une OPA qui suppose tant le lâchage de l'actionnariat familial Peugeot et des institutionnels, que l'existence d'un repreneur qui précipiterait notre disparition du territoire national.

Notre Groupe mérite beaucoup mieux. Mais il ne peut vraiment compter que sur ses propres forces.

Mais au préalable, des remises en cause profondes seront nécessaires.

Ainsi, **FO** qui n'est pas isolé dans sa position, rappelle l'obstination de la Direction à vouloir à tout prix soumettre notre entreprise à des méthodes de gestion venues des USA et du Japon alors que les résultats prouvent largement depuis des années à quel point dans leur mode d'application, elles produisent des déperditions d'énergies. **FO** revendique une autre orientation.

Par ailleurs, le comportemental étant à la mode, **FO** demande à la Direction d'insuffler à ses équipes le sens de l'exemplarité.

Pour **FO**, contrairement à ce qu'a laissé entendre l'un de nos Dirigeants, de la R&D au Commerce et aux Services, en passant par la Finance, la logistique et les Services Généraux, beaucoup est à revoir.

Comme le prouve sa situation, même s'il a toujours voulu se persuader du contraire, notre Groupe ne pense pas suffisamment au Client. **FO** en veut pour preuve notamment la durée de la garantie toujours limitée à 2 ans qui ne nous place sûrement pas parmi les constructeurs ayant un coup d'avance. **FO** revendique 5 ans de garantie.

Pour **FO**, l'addition ne doit pas se régler par des licenciements mais par la refonte de nos ressources actuelles. En l'espèce, il y a de quoi faire et le rapport d'expertise de l'Etat attendu pour septembre prochain ne devrait pas manquer de le mettre en exergue.

FO revendique la mise place d'un plan CASA pour les salariés de plus de 55 ans avec un accord lié à la pénibilité.

En tout état de cause, **FO** s'opposera à toute mesure prévoyant des licenciements secs, chaque salarié devant être accompagné jusqu'au bout dans son reclassement, un reclassement conclu exclusivement sur la base du volontariat du salarié exercé en toute indépendance.

Trop d'interrogations subsistent dans les documents soumis au CCE. Dans l'état actuel, les élus **FO** du CCE ne se sont pas en mesure de se prononcer sur le projet de réorganisation de nos activités industrielles et de réduction d'effectifs de PCA et demandent une expertise indépendante sur le sujet avant de se prononcer.